



## **REVUE DE PRESSE**

# **SONDAGE CPQ – LÉGER MARKETING SUR LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**FÉVRIER 2010**

# Le gouvernement Charest rate la note de passage

## EXCLUSIF

PHILIPPE MERCURE

Si Jean Charest était un élève et les patrons du Québec ses professeurs, le premier ministre aurait échoué à ses examens.

Les dirigeants d'entreprise de la province ont dressé le bulletin du gouvernement provincial lors d'un vaste sondage mené par la Conseil du patronat du Québec et Léger Marketing que La Presse Affaires a obtenu.

Verdict: Jean Charest et son administration obtiennent une note globale de 5,3 sur 10, soit moins que les 60 % requis pour réussir ses examens à l'école.

« C'est mi-figue, mi-raisin », commente Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat. Selon lui, les chefs d'entreprise reconnaissent que le gouvernement provincial a

fait de bons coups, notamment en lançant de grands chantiers d'infrastructure avant la récession et en signant des ententes de libéralisation avec l'Ontario et la France.

« Mais quand vous regardez ces interventions, elles sont faciles à faire. Intervenir en infrastructure ou pour le libre-échange, c'est facile. Mais, dans le contexte actuel, les gens s'attendent à voir le gouvernement prendre aussi des décisions difficiles », dit M. Dorval, qui croit que c'est là où le bât blesse.

### Les finances publiques

Les 352 hauts dirigeants interrogés sont particulièrement critiques envers la gestion des finances publiques du gouvernement (note de 3,9 sur 10) et l'établissement de règles d'éthique dans la gouvernance du secteur public (4,1 sur 10).

M. Dorval dit souhaiter que

le gouvernement ne cède pas aux « groupes de pression, syndicaux ou autres » qui l'empêchent actuellement de mener des « réformes en profondeur ». La plupart des chefs d'entreprise (62 %) estiment d'ailleurs que le Québec a besoin de « réformes fondamentales ».

Le contrôle des dépenses publiques vient très loin en tête de leurs préoccupations. Pas moins de 73 % des dirigeants ont mentionné l'élément dans la liste de priorités qui devraient figurer à l'agenda du gouvernement, loin devant la réduction de la dette et la réforme du système de santé (toutes deux choisies par 35 % des répondants).

M. Dorval note ici que les préoccupations des hauts dirigeants sont très similaires à celles des citoyens ordinaires.

« On voit que les chefs d'entreprise ne sont pas des

**Les 352 hauts dirigeants interrogés sont particulièrement critiques envers la gestion des finances publiques du gouvernement (note de 3,9 sur 10) et l'établissement de règles d'éthique dans la gouvernance du secteur public (4,1 sur 10).**

créatures distinctes; ils font partie de la population et sont confrontés aux mêmes enjeux », lance-t-il.

La presque totalité des dirigeants (95 %) sont d'accord pour dire que chaque fois que le gouvernement annonce la création d'un nouveau programme, il devrait être obligé de dire comment il coupera ailleurs pour compenser.

Comme les particuliers, les chefs d'entreprise croient que la lutte contre le déficit passe par une réduction des dépenses (48 % des répondants) ou par une combinaison d'une réduction des dépenses et d'une augmentation des revenus (48 %).

Seulement 3 % des répondants ne jurent que par une hausse des revenus.

Les entrepreneurs blâment le « contrôle des syndicats sur la main-d'œuvre du secteur de la construction » (31 % des répondants) et « les mauvaises procédures d'appels d'offres » (24 %) pour expliquer pourquoi les coûts de construction sont plus élevés au Québec qu'ailleurs.

Notons que la satisfaction envers le gouvernement Charest est en déclin. Les dirigeants estiment à hauteur de 29 % que leur perception s'est détériorée depuis un an, alors que seulement 6 % d'entre eux ont le sentiment inverse.

# L'emploi n'est plus une priorité



## Alain Dubuc Chronique

La création d'emplois, qui a été au cœur de nos préoccupations collectives et de nos politiques économiques pendant des décennies, n'est plus vraiment un problème, et ne devrait plus être une priorité. Ça peut paraître bizarre de dire cela au lendemain d'une récession qui, malgré une embellie, laisse le Québec avec un taux de chômage de 8%.

Le gros problème qui nous attend, et dont il faut s'occuper dès maintenant, ce n'est pas qu'il n'y ait pas d'emplois disponibles pour les travailleurs, mais plutôt qu'il manque de travailleurs pour combler les postes. Ce changement de paradigme majeur exige, de la part des politiciens et des acteurs économiques, une transformation des attitudes et des mentalités qui s'amorce, mais encore trop timidement.

Les signaux de ce changement sont multiples. Le Conseil du patronat du Québec, par exemple, dans un sondage auprès de hauts dirigeants publié ce vendredi, leur a demandé quels étaient les facteurs les plus importants pour leur entreprise. Ont-ils parlé de fiscalité, de taux de change, de concurrence? Pas vraiment. Les cinq facteurs les plus cités étaient: la qualité de la main-d'œuvre

(27%), la productivité (25%), le coût de la main-d'œuvre (23%), la motivation et la rétention des employés (23%), la disponibilité de la main-d'œuvre (19%). Cinq questions liées au marché du travail.

Ce renversement s'explique par deux phénomènes. Le premier est le choc démographique qui frappe plus le Québec que les sociétés voisines. Le premier impact, avant que les coûts du vieillissement se fassent sentir, sera la baisse de la population en âge de travailler. Dès 2013, les jeunes qui arrivent sur le marché du travail seront moins nombreux que les vieux qui prennent leur retraite. Le second, c'est la transformation de notre économie, plus orientée vers le savoir, qui exige donc une main-d'œuvre plus qualifiée, plus formée qu'auparavant.

Un problème à la fois quantitatif et qualitatif, dont les premiers effets se font sentir dans certaines régions et dans certaines industries qui ne trouvent pas la main-d'œuvre dont elles ont besoin. Un casse-tête qui ira en s'accroissant. Avec le risque qu'on se retrouve avec une armée de travailleurs peu qualifiés incapables de se trouver du travail, mais aussi avec des milliers de postes qu'on n'est pas capables de combler.

Mais les attitudes changent. On l'a vu à la rencontre économique de Lévis où le premier ministre Jean Charest ne parlait plus de création d'emplois, mais plutôt de mesures pour s'attaquer aux problèmes de pénurie qui nous attendent. Ce virage devrait être plus clair et plus marqué pour être bien compris.

Qu'est-ce qu'on fait? Il y a une multiplicité de solutions. Par exemple, faciliter le maintien au travail des 55 ans et plus qui le veulent et qui le peuvent, le «vieillessement actif», comme le propose Claude Castonguay dans une très intéressante étude, *La longévité: une richesse*, publiée au CIRANO avec la collaboration de Mathieu Laberge.

Il faut miser avec encore plus d'énergie sur l'éducation et la formation. C'est dans ce cadre que s'inscrit la lutte contre le décrochage, pour réduire le nombre de jeunes sous-qualifiés, ou encore la revalorisation de la grande négligée de notre réseau d'éducation, la formation professionnelle et technique. C'est aussi pour cela qu'il faut combler nos retards universitaires. Qu'il faut accompagner ceux qui étaient exclus du marché du travail.

Enfin, on doit s'attaquer à nos retards de productivité. Tout simplement parce que s'il y a moins de gens, il faudra que chaque travailleur dispose des moyens pour pouvoir en faire plus.

*Le gros problème qui nous attend, ce n'est pas qu'il n'y ait pas d'emplois disponibles pour les travailleurs, mais plutôt qu'il manque de travailleurs pour combler les postes.*

## Le Québec a besoin de décisions courageuses

À la demande du Conseil du patronat du Québec, Léger Marketing a sondé récemment 350 dirigeants d'entreprise, qui ont retenu les efforts et les résultats du gouvernement du Québec en vue de favoriser l'innovation, d'appuyer la liberté d'entreprise et l'entrepreneuriat, et d'assurer la mise en place d'infrastructures modernes.

Il convient donc de féliciter le gouvernement pour ses initiatives dans ces domaines et en particulier en matière de libre-échange, puisque c'est sur cet enjeu qu'il obtient la meilleure note de la part des entreprises, sans doute le reflet du leadership personnel du premier ministre en vue d'élargir l'espace économique du Québec, tant à l'intérieur du Canada qu'avec la France et l'Union européenne.

### RÉSULTATS MI-FIGUE, MI-RAISIN

Toutefois, les dirigeants d'entreprise accordent actuellement une note de 5,3 sur 10 quant à leur satisfaction globale à l'endroit du gouvernement. Comment expliquer ce résultat mi-figue, mi-raisin?

À notre avis, il faut y lire une volonté des chefs d'entreprise de voir le gouvernement prendre davantage de décisions courageuses pour l'avenir du Québec.

En effet, si les dirigeants d'entreprise savent reconnaître les initiatives et les résultats obtenus, ils souhaitent également que le gouvernement ait le courage de prendre les décisions plus difficiles.

À preuve, la majorité (62 %) des membres du CPQ pensent que les politiques publiques du Québec ont besoin de réformes fondamentales pour assurer la prospérité future du Québec, alors que seulement 4 % sont satisfaits des politiques actuelles, qu'ils

considèrent comme bonnes et suffisantes (le reste, moins du tiers, estime que de petits ajustements suffiront).

### TEST IMPORTANT

Le prochain budget sera le premier rendez-vous important du gouvernement, parce que c'est en matière de gestion des dépenses publiques qu'il récolte son score le plus faible (3,9 sur 10). Pour le guider dans ses décisions, le gouvernement devrait tenir compte des résultats suivants :

- Seulement 3 % des dirigeants estiment que la solution au déficit réside exclusivement dans l'augmentation des revenus;
- Dans une proportion de 95 %, ils appuient l'idée d'un « cran d'arrêt » qui obligerait le gouvernement à identifier des réductions de dépenses équivalentes chaque fois qu'il annoncera un nouveau programme;
- En ce qui a trait aux taxes sur les salaires, seulement 7 % des entreprises sont d'avis que le gouvernement devrait continuer d'augmenter les cotisations pour rencontrer les coûts grandissants de ces programmes, alors que 39 % sont plutôt d'avis qu'il faut cesser d'augmenter les cotisations en réduisant certains bénéfices, voire diminuer carrément les cotisations en réexaminant la structure même de ces programmes (53 %).

À cet égard, l'opinion des chefs d'entreprise s'avère semblable à celle du grand public, mesurée par un sondage similaire fait l'automne dernier. Les dirigeants d'entreprise ne sont donc pas des créatures distinctes du reste de la société.

Ils sont très souvent au même diapason qu'une grande partie de la population, et le gouvernement pourra compter sur de larges appuis lorsqu'il entamera les réformes dont le Québec a besoin.

## Verdict des patrons

# L'équipe Charest rate la note de passage

**PHILIPPE MERCURE**  
La Presse

MONTREAL - Si Jean Charest était un élève et les patrons du Québec ses professeurs, le premier ministre aurait échoué ses examens.

Les dirigeants d'entreprise de la province ont dressé le bulletin du gouvernement provincial lors d'un vaste sondage mené par le Conseil du patronat du Québec et Léger Marketing dont La Presse Affaires a obtenu copie.

Verdict: Jean Charest et son administration obtiennent une note globale de 5,3 sur 10, soit moins que les 60% requis pour réussir ses examens à l'école.

« C'est mi-figue, mi-raisin », commente Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat. Selon lui, les chefs d'entreprise reconnaissent que le gouvernement provincial a fait de bons coups, notamment en lançant de grands chantiers d'infrastructure avant la récession et en signant des ententes de libéralisation avec l'Ontario et la France.

« Mais quand vous regardez ces interventions, elles sont faciles à

faire. Intervenir en infrastructure ou pour le libre-échange, c'est facile. Mais, dans le contexte actuel, les gens s'attendent à voir le gouvernement prendre aussi des décisions difficiles », dit

M. Dorval, qui croit que c'est là où le bât blesse.

Les 352 hauts dirigeants interrogés sont particulièrement critiques envers la gestion des finances publiques du gouvernement (note de 3,9 sur 10) et l'établissement de règles d'éthique dans la gouvernance du secteur public (4,1 sur 10).

M. Dorval dit souhaiter que le gouvernement ne cède pas aux « groupes de pression, syndicaux ou autres » qui l'empêchent actuellement de mener des « réformes en profondeur ». La

plupart des chefs d'entreprise (62%) estiment d'ailleurs que le Québec a besoin de « réformes fondamentales ».

Le contrôle des dépenses publiques vient très loin en tête de leurs préoccupations. Pas moins de 73% des dirigeants ont mentionné l'élément dans la liste des priorités qui devraient figurer à l'agenda du gouvernement, loin

devant la réduction de la dette et la réforme du système de santé (toutes deux choisies par 35%

des répondants). M. Dorval note ici que les préoccupations des hauts dirigeants sont très similaires à celles des citoyens ordinaires.

« On voit que les chefs d'entreprise ne sont pas des créatures distinctes; ils font partie de la population et sont confrontés aux mêmes enjeux », lance-t-il.

La presque totalité des dirigeants (95%) est d'accord pour dire que chaque fois que le gouvernement annonce la création

d'un nouveau programme, il devrait être obligé de dire comment il coupera ailleurs pour compenser.

Comme les particuliers, les chefs d'entreprise croient que la lutte contre le déficit passe par une réduction des dépenses (48% des répondants) ou par une combinaison d'une réduction des dépenses et d'une augmentation des revenus (48%). Seulement 3% des répondants ne jurent que par une hausse des revenus. □



Le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval, souhaite que le gouvernement ne cède pas aux « groupes de pression, syndicaux ou autres » qui l'empêchent actuellement de mener des « réformes en profondeur ».

## Economie 101

# 3,9/10

Les 350 dirigeants d'entreprise sondés par la firme Léger Marketing pour le compte du Conseil du patronat du Québec accordent une note de 3,9 sur 10 au gouvernement du Québec dans sa gestion des dépenses publiques.

INSTITUT ÉCONOMIQUE

DE MONTRÉAL

WWW.IEDM.ORG